ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

CIRCONSCRIPTION DE MARMANDE

ELECTRICES, ELECTEURS,

Depuis plus de dix ans, les dirigeants réactionnaires et les dirigeants de droite du Parti Socialiste président aux destinées du pays. Aujourd'hui encore, Guy MOLLET siège aux côtés de SOUSTELLE et de PINAY dans le gouvernement de GAULLE

Depuis dix ans, à tour de rôle ou ensemble, ils ont mené une politique semblable, sur le fond de laquelle ils sont, les uns et les autres, d'accord.

Ils portent ainsi ensemble l'entière responsabilité de la politique dont le peuple ne veut plus !

Et ils croient aujourd'hui pouvoir échapper à leurs responsabilités en se couvrant de leur ralliement à de GAULLE et en se présentant démagogiquement comme des partisans du « renouveau national ».

Mais les ouvriers, les paysans travailleurs et les petites gens de notre Lot-et-Garonne ne seront pas dupes !

Ils savent qu'ils n'ont rien à attendre des anciens R.P.F. de SOUSTELLE, des « indépendants » de PINAY, des radicaux de GAILLARD et autres réactionnaires hostiles à toute réforme favorable aux travailleurs, et toujours prêts à rejeter le poids des sacrifices sur le dos du peuple afin de sauver leurs privilèges.

Ils savent également que ce n'est pas Guy MOLLET et les dirigeants actuels du Parti Socialiste qui peuvent constituer une opposition valable à l'offensive réactionnaire. Ceci parce qu'ils sont, de fait, les alliés de la réaction qu'ils feignent de combattre et à laquelle ils ont frayé le chemin du pouvoir en favorisant toutes ses entreprises par la division des forces ouvrières et républicaines.

C'est en effet l'anticommunisme de dirigeants comme Guy MOLLET qui permet à la réaction de triompher en divisant les rangs de la classe ouvrière et des républicains. Alors qu'au contraire, l'union de toutes ces forces, sans exclusive, que le PARTI COMMUNISTE préconise inlassablement, permettrait de promouvoir une politique nouvelle, d'aller vers des changements heureux.

Les travailleurs savent que, tenus à l'écart du Gouvernement, les élus communistes ne portent absolument aucune responsabilité dans une politique qu'ils n'ont cessée de combattre. Aussi, la seule opposition ouvrière et républicaine valable, qui comptera vraiment dans l'Assemblée comme dans le pays, c'est l'opposition communiste s'appuyant sur les larges masses populaires.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le PARTI COMMUNISTE considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère : misère qui assaille les ouvriers acculés au chômage et à la réduction des heures de travail. Elle assaille aussi les paysans travailleurs que la concurrence des gros colons d'Afrique du Nord et des paysans riches chasse de leur exploitation familiale, tandis que ceux qui y restent voient leur revenu fondre en raison du fléchissement des prix à la production et de l'augmentation des prix industriels et autres charges. Et entre des ouvriers dont le pouvoir d'achat diminue et des paysans travailleurs dont le revenu baisse, **les artisans et petits commerçants,** tributaires des uns et des autres, connaissent le marasme des affaires. Le capitalisme est également la cause profonde du colonialisme et des guerres qui en découlent, ainsi que de la guerre en général.

La solution complète de ces problèmes réside dans le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

●

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs de la ville et des champs, ainsi que de la Nation.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le PARTI COMMUNISTE considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

D'ABORD LA PAIX EN ALGERIE PAR LA NEGOCIATION avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES :

— Par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales ;

— Retour à la semaine de 40 heures, **sans diminution de salaire** ; création d'une véritable Caisse assurance-chômage, aux frais du patronat.

POUR LA PAYSANNERIE LABORIEUSE :

— Restauration et sauvegarde de l'indexation des prix agricoles, en vue de prix rémunérateurs ; - défense de l'exploitation familiale (priorité en matière de crédits, de subventions, ristournes, exonérations des charges de résorption, réservation de certaines cultures spécialisées, interdiction des cumuls, aide particulière pour affronter le Marché commun, Caisse nationale contre les calamités agricoles) ; - défense, restauration et sauvegarde du statut du fermage et du métayage.

— Pour les ouvriers agricoles : parité des salaires et des avantages sociaux avec les salariés du bâtiment

ARTISANS ET PETITS COMMERÇANTS :

— Abattement à la base du B.I.C. relevé à 600.000 fr. exempts de tous impôts ;

— Suppression de la T.V.A. pour les entreprises artisanales ; - simplification de la fiscalité par la suppression des taxes indirectes ; - crédits a taux réduit à 2,50 % ; - affiliation au régime général de la Sécurité Sociale ; - parité des Allocations Familiales.

GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE :

— Par la réforme démocratique et laïque de l'Enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et petits ménages, la réduction du temps de service militaire d'abord à dix-huit mois.

LES VIEUX PAPAS ET VIEILLES MAMANS :

— Majoration d'au moins 20 % de toutes les allocations et pension-vieillesse, afin de pallier la hausse du coût de la vie ;

— Relèvement des plafonds des ressources de 201.000 à 300.000 francs pour une personne seule, et de 258.000 à 400.000 francs pour un ménage.

REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT, EN FRAPPANT LE GRAND CAPITAL ET LES PROFITEURS DE GUERRE, afin de donner :

— A l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— Aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles, et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples, sans exclusive ; l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— Abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle constitution ;

— Défense et élargissement des libertés démocratiques ;

— Contrôle du peuple sur ses élus ;

— Large autonomie communale et départementale.

●

Il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations du Peuple et de la Nation, pour assurer la présence à l'Assemblée nationale d'un Groupe Communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix,

Pour la victoire de la République,
Pour l'avenir de la France,
Votez et faites voter pour

Hubert RUFFE

Député sortant

Membre de la Commission de l'Agriculture de l'Assemblée nationale

Rosette de la Résistance

Candidat du Parti Communiste Français

Vu, le Candidat.

IMPR.EDIT. COUDERC - NERAC